

DECISION 20/2025
Autorisant une demande subvention

Le maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1111-10,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 14 mai 2021 par laquelle l'assemblée délibérante a délégué à son Maire, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes les matières énumérées à l'article L.1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de rénovation des itinéraires piétons sur la commune ;

Considérant les conditions d'obtention de la subvention relative à la répartition du produit des amendes de police du Conseil départemental des Yvelines,

DECIDE

Article 1 :

Décide de solliciter du conseil départemental des Yvelines, pour l'année 2025, une subvention pour la rénovation des itinéraires piétons ;

Article 2 :

Les travaux consisteront à reprendre partiellement les revêtements selon les dégradations (terrassement, remise en des accotements et trottoirs, pose béton...)

Plan de financement :

| Subvention calculé sur le HT | | | | | |
|--------------------------------|------------------|---------------------------------------|---|--------------------------|-----------------------------|
| DEPENSES EN INVESTISSEMENT (€) | | RECETTES (€) | | | |
| Type de dépenses | Montant HT | Financiers | Montant maximal de dépense subventionnable HT | Taux de subvention | Montant des financements |
| Travaux | 45 952,40 | Département | 30 000,00 | 80,00 | 24 000,00 |
| | | Commune de Chevreuse Fonds propres | | | 21 952,40 |
| TOTAL | 45 952,40 | TOTAL | | | 45 952,40 |

Article 3 :

S'engage à utiliser cette subvention sous son entière responsabilité pour réaliser les travaux susvisés figurant dans le dossier technique et conformes à l'objet du programme.

Article 4 :

S'engage à financer la part des travaux restant à sa charge.

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception en sous-préfecture ;
- Date de sa publication et/ou notification.

Dans ces mêmes conditions, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse de l'administration. Le silence de cette dernière pendant deux mois vaut décision implicite de rejet.



Article 6 :

Il sera rendu compte de la présente décision au Conseil Municipal.

Article 7 :

Cette décision sera transmise en Préfecture et publiée par affichage numérique sur le site internet de la commune

Fait à Chevreuse, le 12 septembre 2025



Le Maire,

Anne HERY-LE PALLEC

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Anne Hery-Le Pallec', written over the printed name.

